

Les trois aveux capitaux de Belkhadem

Par Mohamed Benchicou

Il a cru, un instant, nous épater en révélant son admiration pour le régime présidentiel à l'américaine, une façon sans doute de s'inspirer de son mentor Bouteflika qui se dit émule de Jefferson. Mais Abdelaziz Belkhadem aurait dû commencer par s'instruire sur l'histoire de la démocratie américaine. Il aurait découvert la formule d'Abraham Lincoln : «Aucun homme n'a assez de mémoire pour réussir dans le mensonge.»

C'est cela, l'ennui avec les girouettes. Elles manquent de mémoire. De mémoire et, plus fâcheux encore, de self-control. Elles passent si brutalement de l'arrogance à l'anxiété que, dans les deux postures, elles finissent toujours par trahir des secrets de famille.

Dans le bateau incertain qu'est devenu le pouvoir algérien, où petits et grands arrivistes s'angoissent de la nouvelle direction du vent, Belkhadem a prouvé, mercredi soir, qu'il manquait du talent majeur pour une bonne girouette, celui de savoir maîtriser son anxiété de girouette. Cette duplicité qui manque à ses cordes, indispensable à tout serviteur d'Etat ambitieux, consiste à savoir se protéger contre sa propre angoisse et, ainsi, protéger le régime contre sa propre incohérence. Sur ce registre, Ahmed Ouyahia s'en sort, incontestablement, avec plus de bonheur, lui qui a l'avantage sur Belkhadem de savoir s'appuyer sur l'aphorisme d'Edgar Faure et de rappeler que «ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent».

Dominé par son anxiété de girouette, Abdelaziz

Belkhadem s'est laissé aller, mercredi soir à l'émission «Hiwar Essaâ», à de terribles aveux sur les troubles qui agitent le sommet de l'Etat, laissant entrevoir un régime inquiet et affolé devant les révolutions arabes et les mouvements de protestation en Algérie, mais aussi déchiré sur la nature de la réponse à donner à la crise.

Le secrétaire général du Front de libération nationale, parlant au nom de Bouteflika, lors de l'émission «Débats de l'heure» diffusée par la Télévision nationale, a paru inquiet et acculé à l'hypocrisie et au mensonge.

Premier aveu : les révoltes arabes ont détruit les plans de Bouteflika

C'est l'une des principales informations qu'on retient du passage à table de Belkhadem : Bouteflika a été contrarié dans ses plans de pouvoir à vie par la rue arabe.

A quoi le comprend-on ? A la façon qu'a une girouette politique de passer de l'euphorie à l'accablement.

Il y a à peine un peu plus de 3 mois, à la clôture de la session du comité central du FLN, Belkhadem, le verbe haut et l'accent méprisant, affirmait que la présidentielle 2014 «était jouée», que sa «position est claire» et que son candidat à cette prochaine échéance sera Abdelaziz Bouteflika «si Dieu le veut». Mais pourquoi maintenant ? avait demandé un journaliste. Belkhadem, dédaigneux, le doigt pointé sur l'assistance, eut cette réplique sardonique : «C'est parce qu'il y a des esprits qui s'agitent et qu'il faut calmer. Il faut faire com-



Photo : Samir Sid

prendre aux gens que notre candidat est déjà choisi et que les jeux sont faits. Comme ça, les gens seront calmés et ceux qui ont fait sortir les chevaux avant la course vont éviter aux bêtes qu'ils ne transpirent pas d'avance».

Puis, pour le coup de grâce, il avait affirmé que «son parti sera encore au pouvoir en 2030».

C'était il y a trois mois et demi.

L'époque où Belkhadem donnait raison à l'écrivain polonais Stanislaw Jerzy Lec : «Quand aucun vent ne souffle, même les girouettes ont du caractère.»

Mercredi soir, l'époque avait changé.

Oubliant qu'«aucun homme n'a assez de mémoire pour réussir dans le mensonge», soudainement devenu modeste, le chef du FLN affirme humblement que «la question de la présidentielle est prématurée, nous ne sommes qu'à la deuxième année du troisième mandat de Bouteflika».

C'est qu'entre-temps, il y a eu les révoltes arabes, les dictateurs déchus... Comment

s'aventurer à parler d'une candidature de Bouteflika pour 2014 ?

Deuxième aveu : Bouteflika craint le syndrome Mubarak

Du temps où «il faisait beau» pour lui, du temps de son arrogance, Belkhadem estimait à propos des émeutes qui ont secoué le pays, en janvier dernier, qu'elles étaient «un phénomène normal et habituel». Et d'ajouter, hautain : «Seule l'opposition a donné un caractère politique à ces contestations.»

Changement de discours, mercredi soir : «Les mouvements de protestation de rue qui secouent le pays peuvent avoir des retombées politiques.»

C'est évident : Bouteflika craint le syndrome Mubarak.

Abdelaziz Belkhadem ne le cache plus, parlant de ce qui se passe dans les pays arabes : «Nous ne sommes pas à l'abri.»

Et le voilà, lui si arrogant, en appeler à la solidarité interne et affirmer que «seuls le renforcement du front interne, l'unité et la cohésion nationale peuvent nous prémunir contre cela».

Aussi apprend-on de la bouche de Belkhadem que Bouteflika est disposé à tout donner pour calmer le front social. Dans sa nouvelle humilité, le chef du FLN a plaidé pour «la prise en considération de ces revendications, ne serait-ce que par le débat dans certains cas» car «tant que ces mouvements restent dans le cadre pacifique, il est possible de traiter les revendications qu'ils véhiculent».

Belkhadem va jusqu'à pro-

mettre un prochain scrutin «honnête et transparent avec une surveillance nationale et étrangère», ce qui sous-entend que les scrutins précédents ne l'ont pas été.

Troisième aveu : Bouteflika veut renforcer son pouvoir et réduire les contre-pouvoirs

Alors, face à la grogne, des réformes ? «Non», disait, il y a trois mois, Belkhadem. «Oui», dit-il maintenant. Mercredi soir, il a plaidé pour des réformes politiques pour se prémunir contre «les retombées politiques» de ces mouvements sociaux. Mais, ajoute-t-il, «sous la direction du chef de l'Etat» et «à l'intérieur des institutions».

Tiens, tiens... Il y aurait donc été question de réformes sous une autre direction que «la direction du chef de l'Etat» ? Le pouvoir est donc bien déchiré sur la nature de la

réponse à donner à la crise. «Conduites par le chef de l'Etat», signifie «selon la seule vision du clan Bouteflika», c'est-à-dire un «sur place» magnifique, «l'intérieur des institutions».

C'est pourquoi Belkhadem fait part de ses réserves quant à l'idée d'un «partenariat» avec les deux autres partis de l'Alliance présidentielle, proposée par le président du Mouvement de la société pour la paix.

Pour ceux qui n'auraient pas saisi, Belkhadem souligne que «ce travail se fera dans le cadre des institutions de la République et en concertation avec toutes les forces politiques du pays, c'est-à-dire le Parlement et l'exécutif».

Oui, Coluche avait bien raison, c'est pas compliqué, en politique, il suffit d'avoir une bonne conscience, et pour ça il faut avoir une mauvaise mémoire !

M. B.

SELON MOUSSA TOUATI

La crise sociale en Algérie est politique avant tout

Selon le président du Front national algérien (FNA), la contestation sociale qui secoue le pays depuis quelque temps reflète un véritable malaise politique.

«Toute crise est d'origine politique et ses solutions sont également politiques. La politique est l'axe essentiel autour duquel tournent toutes les idées», a-t-il déclaré jeudi, lors d'une conférence de presse qu'il a animée au siège de son parti, estimant que tous les partis qui ont promis de prendre en charge les revendications citoyennes doivent le faire immédiatement ou disparaître. Ne donnant ni noms ni précisions, ses propos sont restés vagues.

Le FNA est-il au fait des revendications des différentes catégories sociales qui protestent depuis des mois sans être entendues ? Le parti a-t-il pris des contacts avec les autorités pour proposer des solutions ?

A ces questions, comme à beaucoup d'autres, les réponses du FNA ont été floues. «Récemment, des étudiants militants du parti nous ont demandé de tout faire pour demander le départ du ministre de l'Enseignement supérieur pour régler leurs problèmes. Nous avons refusé, car c'est impossible», a-t-il soutenu.

Pour l'intervenant, demander le départ du ministre n'est pas raisonnable et ne peut se faire que dans un cadre «réglementaire». «Nous voulons changer tout le système. Réformer l'Etat. La démission d'un seul homme ne changera rien», a-t-il indiqué.

Moussa Touati a affirmé soutenir les revendications soulevées et estime qu'elles sont légitimes et que les autorités «doivent écouter la voix de la raison et abandonner les prises de position individuelles et la fuite en avant».

Par ailleurs, le FNA a réitéré son rejet du projet du code communal et appelé à son retrait. Une campagne a été lancée pour élaborer une pétition nationale et recueillir les signatures des élus locaux contre ledit projet. «Notre parti poursuivra son action pour le retrait de ce projet qui confisque le pouvoir au peuple et la dignité aux élus», a souligné Moussa Touati.

Prévue jusqu'à fin avril, la campagne a permis la collecte de 1 000 signatures d'élus locaux des différentes wilayas. Le FNA compte saisir par la suite le Conseil constitutionnel pour se prononcer sur cette question.

Evoquant la réorganisation et la restructuration de son parti au niveau national, le président du FNA a estimé que l'opération a dépassé le taux des 65% dans certaines régions. La mutation, a-t-il dit, est «qualitative». Les assemblées générales du FNA sont prévues du 28 avril au 28 mai prochain au niveau des wilayas.

I. B.

LOUISA HANOUNE :

«Une Constituante, sinon des législatives anticipées»

Plus que jamais, pour Louisa Hanoune, le salut du pays passe par une Constituante. A défaut, il serait de bon aloi que le président de la République entame les réformes politiques qu'il a annoncées en 2009 puis réitérées le 19 mars dernier par des législatives anticipées, suivies des locales. C'est l'axe principal du discours développé par la porte-parole du Parti des travailleurs lors d'un meeting tenu jeudi à Tizi-Ouzou.

Les bouleversements induits par la révolution tunisienne sur toute la région ont inspiré à Louisa Hanoune un discours qui l'a obligée à ne réserver que quelques mots à l'événement pour lequel elle a programmé un crochet par Tizi-Ouzou : la commémoration du Printemps berbère. Juste le temps de lancer une pique aux «séparatistes et régionalistes», puis de promettre qu'elle militera et pour l'enseignement obligatoire de tamazight sur l'ensemble du territoire national et pour l'institution d'un secrétariat d'Etat chargé de la promotion de tamazight, puis à Louisa Hanoune de s'élancer dans un long laïus à travers lequel elle ne ménagera ni le secrétaire général du FLN, auteur «d'absurdités politiques», ni les pouvoirs publics.

Le premier pour avoir avancé ses arguments pour rejeter la Constituante et les élections anticipées, les seconds pour avoir concédé des exonérations d'impôts

«inacceptables» à ceux qu'elle appelle les barons en guise de mesures destinées à calmer la colère du peuple.

Les transformations majeures que connaît la région en ce moment ne font pas de l'Algérie un pays immunisé, comme le laisse croire «l'Alliance qui tire vers l'arrière», clamera, entre autres, la porte-parole du Parti des travailleurs qui qualifiera la dynamique enclenchée par le mouvement de revendication qui secoue le pays de «très intelligent» et, surtout, «il a un contenu politique», contrairement à ce que pensent Ouyahia et Belkhadem. Hanoune ira encore plus loin dans sa diatribe contre les institutions puisqu'elle les considère, en l'état actuel des choses, comme «un danger» ; et c'est à ce titre que le président de la République doit s'engager dans les réformes politiques qu'il a promises.

«L'Assemblée constituante est une exigence incontournable parce qu'il faut

revenir au peuple», argumentera-t-elle, avant d'avancer la proposition «des législatives anticipées suivies des élections locales, le tout après révision de la loi électorale». Cela, au cas où la Constituante est rejetée, a-t-elle pris le soin de préciser.

«La période des menaces est révolue !» s'écriera Louisa Hanoune pour ouvrir une parenthèse sur la levée de l'état d'urgence. Mesure qui ne trouve pas totalement grâce à ses yeux si le droit de marcher à Alger est dénié. «Les étudiants ont marché ! Le ciel est-il pour autant tombé ?» poursuivra-t-elle avant de s'adresser aux ministres «[qui] combattent le mouvement social en cours», pour en finir avec la politique de l'autruche, pointant du doigt particulièrement les ministres de l'Enseignement supérieur et de la Santé.

Puis de clore son passage devant son auditoire tizi-ouzéen ayant duré près d'une heure trente où elle est revenue sur le sujet qui lui tient à cœur. «Des réformes politiques hardies», pour sauver le pays de la désintégration qui menace les voisins.

M. Azedine